

# Les Européens face à l'élargissement

Perceptions, acteurs, enjeux

sous la direction de  
**Jacques Rupnik**

PRESSES DE SCIENCES PO

**Sous la direction de  
Jacques Rupnik**

**Les Européens face à  
l'élargissement**

**Perceptions, acteurs, enjeux**

2004



**SciencesPo.**  
**Les Presses**

# Copyright

© Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

ISBN numérique : 9782724681659

ISBN papier : 9782724609288

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

## S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **Presses de Sciences Po**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

Avec le soutien du



[www.centre nationaldulivre.fr](http://www.centre nationaldulivre.fr)



**SciencesPo.**  
Les Presses

# Table

## **Introduction. Élités et opinions publiques européennes face à un moment historique pour l'Europe** (Jacques Rupnik)

Face à l'Europe élargie : des opinions publiques sans espace public européen

Regards croisés sur l'élargissement de l'UE

Les opinions face aux enjeux de l'Europe élargie

Des opinions publiques à l'espace public européen

---

## **I. L'OPINION PUBLIQUE DANS LES PAYS MEMBRES**

### **France. Une société méfiante, des élites sceptiques** (Gérard Grunberg et Christian Lequesne)

Le record d'Europe du scepticisme

Quel débat français sur l'élargissement ?

Résultats des référendums d'adhésion

### **Allemagne. La dérive à l'Ouest** (Roger de Weck et Catherine Perron)

Un cas d'intégration précoce : l'Europe vue d'Allemagne de l'Est

L'élargissement à l'Est vu depuis les nouveaux Länder

### **Autriche. La réticence de la proximité** (Anton PELINKA)

Europessimisme et euro-optimisme depuis 1994

L'absence d'impact des « sanctions » de 2000

Le FPÖ au pouvoir et les décisions de l'Autriche

Le cas particulier des relations austro-tchèques

L'échec de la mobilisation contre l'élargissement

### **Grande-Bretagne. “Faraway countries of which we know little”** (Heather Grabbe)

British policy on eastward enlargement

Britain's economic interests in enlargement

British views on reforming the EU for enlargement

Public opinion : “This Europe thing is going to get bigger ? !”  
What future alliances between the UK and the new members ?

---

## **II. L'OPINION PUBLIQUE DANS LES PAYS DE L'EUROPE CENTRALE**

---

### **Europe centrale. Éléments de comparaison : sondages, ingénierie électorale, référendums** (Laure Neumayer)

Ambivalence des sondages comme outils d'analyse des mouvements des opinions

Sondages et dynamiques politiques : les enseignements de la vague référendaire

### **Pologne. L'intégration européenne comme aboutissement de la transformation** (Lena Kolarska-Bobińska)

L'intégration, troisième étape de la modernisation du pays

La crise institutionnelle

Les institutions polonaises face aux institutions occidentales

Quel type de partenaire sera la Pologne au sein de l'Union européenne ?

### **République tchèque. Le retour en Europe des pays tchèques** (Ivan Galal)

Comment l'envie d'entrer dans l'Union est venue aux Tchèques ?

Comment se compose l'attitude individuelle par rapport à l'Europe ?

Une vision euro-atlantique

### **Hongrie. Être dans l'Europe sans en être** (Andras Bozoki et Gergely Karacsony)

Forte approbation, faible participation : phénomène régional ou national ?

Qui va y gagner, qui va y perdre ?

Préférences partisans et alignements électoraux

La transformation du pays à la lumière de l'entrée dans l'UE

**Slovaquie. De l'absence de consensus au sein des élites à l'absence d'adversaires de l'Union** (Olga Gyárfášová et Soňa Szomolányi)

- Le long chemin vers la démocratie et l'adhésion
- L'aspiration à l'intégration atlantique et les élections de 2002
- Le soutien de l'opinion à l'adhésion
- Le débat public retardé : un grand « oui » et quelques « mais »
- Les positions des principaux partis sur l'adhésion
- Le référendum sur l'adhésion
- Comparaison avec les autres pays du groupe de Visegrad

**Pays baltes. L'eurosepticisme balte : un spectre qui ne s'est pas réalisé** (Vello Pettai)

- Les attitudes populaires à l'égard de l'Union européenne
- La complexité de l'Europe
- Eurosepticisme et défaut de confiance politique
- Le changement historique

---

**III. L'OPINION PUBLIQUE AUX FRONTIÈRES DE L'EUROPE**

---

**Roumanie. Des épreuves de l'adhésion à la fin des subventions ?** (Alin Teodorescu)

- Une transition lente
- Le changement politique, 1996-2000
- Des préoccupations divergentes
- Le gouvernement social-démocrate
- Les efforts de la Roumanie pour l'intégration à l'Union européenne

**Balkans. Enthousiasme pour une Europe imaginée et salvatrice** (Ivan Krastev)

- L'impossible eurosepticisme
- L'intégration européenne est un projet de l'élite mais l'opinion y aspire par hostilité à l'élite

L'Europe, c'est aussi l'Amérique

L'Europe vue des Balkans

**Ukraine, Belarus, Moldavie. Europe's New Neighbourhood**  
(Margot Light)

EU relations with the Western NIS

Popular attitudes to the EU and towards Europe

Foreign Policy Orientation and Domestic Preferences

**Conclusion. De l'élargissement à la réunification. Qu'allons-nous apporter à l'Europe ?** (Bronislaw Geremek)

# Introduction. Élités et opinions publiques européennes face à un moment historique pour l'Europe

Jacques Rupnik



À partir du 1er mai 2004, pour la première fois dans l'histoire du vieux continent, la plupart des pays européens seront, de par leur volonté démocratique, des membres égaux d'une même entité politique et économique. L'espoir du « retour en Europe » des révolutions démocratiques et pacifiques de 1989 trouve ainsi une concrétisation dans l'adhésion à l'Union européenne. Pour les nouveaux membres, c'est d'abord une revanche sur l'histoire, celle



de « Yalta » et de la division de l'Europe héritée de la seconde guerre mondiale. L'Europe faisait partie de leur identité culturelle et de leur attachement aux valeurs occidentales. Elle devint, après la sortie du soviétisme, l'horizon de leurs transitions démocratiques. Pour les anciens membres, l'élargissement de l'Union européenne est une ambition géopolitique (étendre la stabilité et la démocratie à l'Est du continent), mais surtout un défi majeur pour la construction européenne, sa cohésion politique, ses frontières à venir.

C'est ce glissement de la notion d'Europe comme espace de civilisation menacé par le totalitarisme à l'Union européenne comme projet politique qui est le plus grand hommage que les Européens du Centre-Est pouvaient rendre à cette dernière, mais aussi la source d'une certaine « confusion des sentiments » chez les membres les plus anciens de l'Union. Rien de tel, en effet, pour faire douter que la « conversion » à un projet de cent millions de nouveaux membres.

Mais s'agit-il encore de la même Union ? C'est parfois l'impression qu'ont tenté de donner les responsables de l'élargissement à la Commission européenne, le regard rivé sur les conditions d'adhésion et le calendrier des négociations. Or cet élargissement est différent des précédents. D'abord, par la « révolution du nombre » : alors que les élargissements précédents comprenaient deux ou trois nouveaux membres, il s'agit cette fois de dix nouveaux pays (Pologne, République tchèque, Hongrie, Slovaquie, Slovénie, Lituanie, Lettonie, Estonie, les îles de Malte et de Chypre auxquels il convient d'ajouter, pour 2007, la Bulgarie, la Roumanie et peut-être la Croatie). Il est encore différent par les antécédents politiques et économiques des nouveaux membres. Ensuite, à la différence des élargissements précédents (au Sud dans les années 1980 : Grèce, Espagne, Portugal) ou vers le Nord dans les années 1990 (Suède, Finlande et Autriche), l'élargissement à l'Est pose explicitement la question des frontières de l'Europe élargie.

Mais surtout : alors même que le processus d'unification de l'Europe est en train de devenir une réalité, il aura été vécu par les opinions publiques comme un moment de sa division tant sur la guerre en Irak et la relation transatlantique que sur l'adoption d'une Constitution européenne.

Autrement dit, la conjonction de l'élargissement, avec une crise intra-européenne majeure, a contribué à cristalliser certaines craintes

préexistantes concernant l'élargissement. L'Union élargie avec le quasi-doublement des États membres ne sera pas la même en plus grand, mais une autre Union. L'élargissement à l'Est implique pour l'UE une redéfinition de sa raison d'être, de ses institutions et de ses frontières. Il pose pour cette raison la question de sa légitimité auprès des peuples qui la composent et implique une reformulation des enjeux majeurs qui façonnent son identité politique (sécurité européenne, Constitution européenne, solidarité européenne). Ce sont ces deux aspects que nous aborderons successivement.

## **Face à l'Europe élargie : des opinions publiques sans espace public européen**

L'étude de l'élargissement de l'UE s'est souvent calquée sur le processus lui-même, privilégiant longtemps les aspects économiques et juridiques ou les stratégies politiques et diplomatiques des candidats. Ce n'est qu'au fur et à mesure que l'on se rapprochait de l'objectif de l'adhésion que se sont développées de façon plus systématique les études prenant en compte les sociétés, les clivages politiques et partisans, et le rôle de l'opinion publique. Les référendums sur l'adhésion à l'Union ont montré la commune aspiration des peuples d'Europe centrale à prendre part à la construction européenne. Les études présentées dans ce volume démontrent, d'une part, que, contrairement à une perception occidentale qui ne se dissipe pas, les pays entrants ne forment pas un « bloc » homogène mais présentent une diversité qui ne fera que s'accroître au sein de l'Union élargie. Elles dévoilent aussi (on est tenté d'ajouter « déjà ») un phénomène, observé de longue date chez les membres plus anciens, à savoir un décalage entre les élites politiques et administratives et la population. À la différence de l'élargissement de l'OTAN qui n'implique que l'institution militaire, l'élargissement de l'Union européenne n'engage pas que les législateurs et les administrations d'État, mais aussi l'interpénétration des économies et des sociétés. Pour cette raison, la réussite de l'intégration dépendra aussi, dans une large mesure, du rôle des « corps intermédiaires », des organisations patronales et syndicales, des médias et des universités, des Églises et des ONG qui participent à

la reconstitution d'une société civile.

L'élargissement de l'UE oblige donc à s'interroger, d'une part, sur la formation d'une « société civile européenne », pour reprendre le terme de Víctor Pérez Díaz<sup>[1]</sup>, et, d'autre part, sur l'existence d'une opinion publique et d'un espace public européens comme l'annonce Jürgen Habermas<sup>[2]</sup>. En distinguant cependant les deux derniers termes : car si la crise irakienne a révélé des élites politiques européennes divisées et des opinions publiques convergentes dans le rejet de la guerre, elle n'induit pas automatiquement pour autant la constitution d'un espace public européen, lieu de débat et de délibération transeuropéens sur la définition du bien commun.

En effet, les divisions européennes sur la crise irakienne (autour du thème de la « nouvelle » et de la « vieille Europe ») ont affecté négativement les perceptions de l'élargissement de l'UE dans les États membres, confirmant par là une tendance antérieure, plus particulièrement en évidence en France. Dans le même temps, au-delà des référendums positifs, on observe une certaine perplexité et des appréhensions chez les nouveaux membres.

Comment expliquer ces réticences d'une partie des élites et des opinions publiques au sein de l'UE comme chez les candidats ? Avant d'aborder séparément la question pays par pays, anciens et nouveaux membres, on peut avancer trois éléments d'explication.

## **Premier facteur : le temps, trois phases en quinze ans**

Winston Churchill disait qu'une semaine c'était long en politique. Les quinze années qui séparent la chute du système communiste en 1989 et l'entrée dans l'Union européenne en 2004 ont une conséquence majeure pour les opinions publiques à l'Est comme à l'Ouest du continent : le découplage entre les changements démocratiques de 1989 et le projet européen. Les « dividendes de la paix » furent empochés à l'Ouest comme les « dividendes de la démocratie » à l'Est. Indépendamment des bonnes et des moins bonnes raisons de cette « longue marche » vers l'Europe, elle a un coût politique considérable que n'ont pas pleinement mesuré ceux qui ont choisi cette option. De même qu'il y a un coût politique au fait que l'élargissement de l'OTAN ait précédé celui de l'Union.

Dans leurs rapports avec l'Union européenne, les pays candidats ont connu trois phases qui expliquent en partie la perplexité des élites et des opinions au moment de leur entrée dans l'UE. D'abord débute une phase d'« euphorie » après la chute du Mur pendant laquelle, ne serait-ce qu'un temps, s'est exprimée une forte aspiration européenne à l'Est et une authentique sympathie et une volonté d'ouverture dans les opinions publiques occidentales. Celle-ci n'a cependant pas trouvé de traduction politique au plan de la politique européenne. L'Accord d'association signé en 1991 avec la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie faisait l'impasse sur la question de l'adhésion future et se cantonnait dans un accord commercial au demeurant peu généreux puisqu'il établissait des quotas précisément dans les rares domaines (textile, acier, produits agricoles) où les pays sortant du communisme pouvaient être compétitifs. C'est aussi le moment où François Mitterrand présenta son projet de Confédération européenne qui, au départ, avait séduit Václav Havel. Il y voyait un moyen de combler un vide géopolitique après la disparition du pacte de Varsovie et de s'arrimer à l'Union européenne. Le président français déclara cependant, la veille de l'ouverture des Assises réunies à Prague, que l'adhésion des pays d'Europe centrale à la Communauté européenne « ne pourrait intervenir avant des dizaines et des dizaines d'années<sup>[3]</sup> », ajoutant qu'il souhaitait inclure dans la Confédération une Union soviétique en train d'éclater. Il rendait ainsi le projet doublement irrecevable pour des pays qui sortaient de l'emprise soviétique et cherchaient l'arrimage le plus rapide à l'Union européenne. C'est là qu'est née à l'Est l'image d'une France hostile à l'élargissement dont elle n'a pas véritablement su se défaire depuis.

Une deuxième phase s'ouvre alors, celle des « déceptions réciproques ». Avec l'éclatement violent de l'ex-Yougoslavie on découvre à l'Ouest du continent que le post-communisme n'annonçait pas seulement la « fin de l'histoire » et l'avènement de la démocratie libérale désormais sans rivale, mais aussi le retour de la guerre et des nationalismes, autant de défis auxquels elle ne savait pas répondre. Les pays d'Europe centrale comprennent alors qu'à l'heure de l'approfondissement à Maastricht l'élargissement à l'Est n'était pas une priorité pour l'UE et qu'il faut donc se préparer à un parcours long, exigeant et dont l'issue et le calendrier restaient incertains. L'élargissement n'est alors qu'un dossier parmi d'autres pour l'UE et l'Europe semble, pour un temps, s'éloigner de l'horizon

politique des nouvelles démocraties.

C'est au printemps 1998, avec l'ouverture des négociations d'adhésions pour cinq pays (la Hongrie, la République tchèque, la Pologne, la Slovénie et l'Estonie) que le processus d'élargissement entre dans sa troisième phase. Elle sera conclue en décembre 2002 à Copenhague puis, solennellement, lors de la signature, le 16 avril 2003 à Athènes, du traité d'adhésion des nouveaux membres à l'Union. C'est une phase par définition marquée par le pragmatisme et l'expertise. Les négociateurs des pays candidats examinent avec les responsables de la Commission européenne sous la direction de Günter Verheugen les trente chapitres concernant les conditions d'adhésion. L'élargissement prend alors une tournure très technique qui affecte aussi les perceptions des opinions publiques qui tendent à se calquer sur la nature du processus : on pèse les avantages et les inconvénients, les coûts et les bénéfices. Avec pour risque de perdre le fil conducteur qui relie l'élargissement aux changements de 1989. Sans redéfinition du projet européen ni explication politique, une fois de plus l'Europe donne l'impression d'« avancer masquée » avec pour résultat prévisible une baisse du soutien au processus tant dans les pays membres que chez les candidats.

## **Deuxième facteur : la méthode « normative »**

Au lendemain de la disparition de l'empire soviétique, deux options principales s'offrent à l'Union européenne face aux pays qui frappent à la porte. La première consiste à s'ouvrir au défi de l'« invention démocratique » à l'Est du continent en repensant son mode d'adhésion : un arrimage politique rapide à l'Union des nouvelles démocraties, une appartenance politique au « club » des démocraties, combinée avec de longues périodes de transition et d'adaptation nécessaires pour une adhésion-inclusion pleine et entière. Cela aurait introduit certes la diversité au sein de l'Union, mais aurait permis de favoriser une sorte de *family process*, le sentiment d'appartenance à la famille européenne, moyen plus sûr que bien des spéculations sur l'identité et la personnalité européenne. L'autre option consiste à promouvoir le même modèle que pour les élargissements précédents aux pays du Sud dans les années 1980 et vers les pays du Nord dans les années 1990. C'est cette seconde option qui s'imposa. Elle présente l'avantage de préserver un modèle qui a fait ses preuves, de

ne pas empiéter sur les autres priorités de l'Union et de repousser l'échéance d'une dizaine d'années.

La contrepartie c'est que dans les rapports de l'Union avec les pays du Centre-Est européen on substitue au langage de l'« unification » de l'Europe celui de l'« élargissement » de l'UE. On passe ainsi de l'idée de la réinvention de la démocratie sur les débris d'un empire totalitaire impliquant une refondation du projet européen (« le mythe fondateur de la liberté des peuples comme véritable fondement du projet européen » selon la formule de Bronislaw Geremek<sup>[4]</sup>) à la priorité donnée à l'exportation à l'Est d'un modèle d'institutions et de normes. Cette priorité, dictée par le souci compréhensible de préserver la cohésion interne de l'Union, fut souvent perçue dans les pays de l'autre Europe comme l'oubli de l'unification (et donc de leur apport) au profit de ce que Geremek appelle « l'assimilation pure et simple par les nouveaux venus des standards économiques et politiques » en vigueur dans l'Union. Le vocabulaire même du processus d'adhésion est révélateur du caractère normatif de l'entreprise : « reprise de l'acquis communautaire », « *screening* », « *monitoring* », « rapports d'évaluation », supervision des candidats qui (re)deviennent des « États sous haute surveillance<sup>[5]</sup> ».

Il existe chez les intéressés deux lectures du processus. Celle positive des élites modernisatrices ou des historiens de la longue durée qui voient le long parcours de l'élargissement comme une étape nécessaire du processus de modernisation des économies et des institutions d'une « banlieue de l'Europe » toujours en quête d'un « rattrapage » de l'Occident. C'est ce que l'historien polonais Jerzy Jedlicki appelle l'« éternel retour » vers l'Europe des pays d'Europe du Centre-Est<sup>[6]</sup>. L'élargissement de l'UE apparaît dans cette optique comme une troisième version de la modernisation de l'empire après les variantes habsbourgeoise ou prussienne puis, après 1945 celle du système communiste. La différence majeure est, bien entendu, qu'il s'agit cette fois-ci d'une « servitude volontaire », d'un choix librement consenti pour s'intégrer à la modernité européenne. L'UE, en ce sens, opère comme une « puissance structurelle », selon le terme de Susan Strange, c'est-à-dire capable de façonner les structures de l'économie politique dans lesquelles les États de la périphérie orientale devront opérer. Cela passe par la diffusion de normes aux États, aux acteurs sociaux, avec un impact sur les

systèmes politiques comme sur les politiques adoptées : les « normes et la nounou », pour reprendre le titre d'un ouvrage consacré à ce transfert et à cette appropriation des normes par les nouveaux membres<sup>[7]</sup>. L'élargissement à l'Est de l'UE restera pour les politologues le plus ambitieux et le plus réussi des processus de socialisation internationale.

Pour les non-politologues, il représente aussi une intégration privilégiant le juridique et l'économie aux dépens du politique et représente, à ce titre, l'un des dangers inhérents à la construction européenne. Pour Václav Havel, « l'Europe croule sous le poids de la technocratie, des normes réglementaires et des procédures administratives au point d'en oublier l'essentiel : le sens du processus de réunification<sup>[8]</sup> ». Le découplage entre changement démocratique et processus d'intégration alimente la crainte de le voir confisqué par les experts et de le rendre inintelligible pour l'opinion publique ; autrement dit, de nourrir l'appréhension des Européens convaincus, issus de la dissidence intellectuelle, comme les critiques souverainistes de certains courants politiques. Les arguments des eurosceptiques dans les partis politiques des pays candidats ne diffèrent pas fondamentalement de ceux de leurs homologues au sein de l'Union<sup>[9]</sup>.

## **Troisième facteur : un déficit d'information et l'absence d'un débat transeuropéen**

À la durée, à la méthode choisie, s'ajoute un troisième facteur : la pauvreté de l'information et l'absence d'explication politique de l'élargissement de l'UE. Cela explique en partie les craintes, les malentendus et l'effritement du soutien des opinions publiques. En septembre 2002, 51 % des Européens (47 % des Français) sont incapables de citer un seul nom de pays candidat<sup>[10]</sup>. Ils citent, par contre, des pays qui ne font pas partie de la vague 2004 de l'élargissement : 5,7 % des Français citaient la Bulgarie et 49,3 % la Turquie. La tendance, un peu moins prononcée, concerne les autres pays membres (sondage de novembre 2002). 85 % des Britanniques se considèrent mal informés sur l'élargissement. Au point qu'un cinquième d'entre eux pensait en 1999 que les États-Unis appartenaient à l'Union européenne ! Mais le sentiment d'être sous-

informé prévaut sur le continent aussi<sup>[1]</sup>.

Le rôle des médias est capital de ce point de vue. Ils se sont peu intéressés à l'Europe centrale au cours de la décennie passée ce qui était plutôt bon signe du point de vue de leur stabilité politique. « Pas de nouvelles, bonnes nouvelles », la démocratie en Europe centrale en voie de banalisation alors que l'attention médiatique se concentrait sur la guerre dans les Balkans. Un rattrapage tardif de ce déficit d'information s'est manifesté depuis le sommet de Copenhague en décembre 2002 et s'est poursuivi jusqu'à mai 2004. « Ignorance is bliss », écrit Heather Grabbe à propos des perceptions de l'élargissement. C'est l'inverse qui semble se confirmer avec une corrélation forte entre le déficit d'information et le déficit de soutien à l'élargissement.

Plus généralement, l'absence de débat politique sur le sens de l'élargissement et sur la redéfinition du projet européen explique en partie le faible soutien des opinions publiques à l'élargissement chez les anciens comme chez les nouveaux membres. En forçant le trait, on est tenté de dire qu'il y a multiplication des échanges et libre circulation des personnes et appauvrissement du débat entre les élites intellectuelles et politiques est- et ouest-européennes. Dans les années 1980, les contacts étaient limités, mais les réflexions et les prises de position des grandes figures de la dissidence intellectuelle avaient un impact à l'Ouest. Aujourd'hui, le contact est aisé, mais il y a peu d'échanges d'idées. Comme si, après la disparition de l'adversaire commun qu'incarnait le totalitarisme soviétique, nous n'avions plus grand-chose à nous dire.

Résultat : on est passé en quinze ans d'une vision politique fondée sur des valeurs démocratiques à une approche plus technocratique et comptable qui semble liée à la méthode d'élargissement choisie et à la durée du processus. La Commission européenne a mené les négociations avec les représentants des pays avec compétence et rigueur. Au risque, parfois, d'oublier l'essentiel. On prête à Jean Monnet la formule apocryphe et discutable : « Si c'était à refaire, je commencerais par la culture. » On serait tenté de suggérer à Günter Verheugen, le Commissaire responsable de l'élargissement, une variation sur ce thème : « Si c'était à refaire, je commencerais par la politique. »



# Regards croisés sur l'élargissement de l'UE

## Le Printemps des référendums à l'Est

Le « Printemps des référendums » en Europe du Centre-Est fut le pendant démocratique et européen de l'Automne des peuples de 1989. Ce fut incontestablement un moment rare où la question européenne fut placée au cœur du débat politique de chacun des pays concernés. Les opinions publiques étaient largement absentes du processus d'adhésion à l'Union européenne, il était donc d'autant plus important que cet engagement majeur des nouveaux membres ait une forte légitimité démocratique.

Certes, le recours au référendum a plutôt mauvaise presse dans les milieux européens : les référendums danois, irlandais (sur le traité de Nice) ou français (sur le traité de Maastricht) incitaient à la prudence : dans un référendum, il existe effectivement le risque que les électeurs se prononcent plutôt sur celui qui pose la question plutôt que sur la question elle-même. D'autres considèrent au contraire que les référendums « injectent une dose de drame humain dans le processus technocratique et aride de la construction européenne<sup>[12]</sup> ». Rien de tel qu'un sondage « grandeur nature » pour relativiser les craintes et les peurs face à l'élargissement exprimées dans les sondages.

Les référendums d'adhésion à l'UE ont, en effet, apporté une victoire claire des partisans de l'intégration européenne. Les scores ne souffrent aucune contestation : autour de 90 % en Slovaquie, en République tchèque, environ deux tiers en Pologne et en Lettonie. Le calendrier des référendums établi de concert par les pays candidats avait pour but de créer un effet d'entraînement en commençant par la très européenne Slovaquie et terminant par les moins enthousiastes des pays baltes. C'était le sens du message de la présidente de la Lettonie, Vaira Vīķe-Freiberga : « Lorsque le moment viendra de prendre la décision, les électeurs lettons regarderont les autres pays candidats et se demanderont si nous devons être les seuls à rester derrière<sup>[13]</sup>. »

### **Tableau 1 - Résultats des référendums d'adhésion**

	Participation % des inscrits	Vote pour l'adhésion % des votants	Vote pour l'adhésion % des inscrits
Slovénie (23 mars 2003)	60,3	89,7	54,1
Hongrie (12 avril 2003)	45,6	83,8	38,2
République tchèque (13-14 juin 2003)	55,2	77,3	42,7
Slovaquie (16-17 mai 2003)	52,2	92,5	48,2
Pologne (7-8 juin 2003)	58,8	77,4	45,5
Lituanie (10-11 mai 2003)	63,3	91,0	57,6
Lettonie	72,5	67	48,6
Estonie (14 septembre 2003)	63	66,9	42,1

Source : « Le point sur les référendums d'adhésion », *Revue Élargissement*, disponible sur le site : [www.dree.org/elargissement](http://www.dree.org/elargissement).

Seule ombre au tableau : la faible participation qui relativise l'engouement pro-européen. D'autant que plusieurs pays (Pologne<sup>[14]</sup>, Slovaquie, Lituanie) avaient requis un taux de participation de 50 % pour valider les résultats du référendum. Andras Bozoki (chapitre 8) formule à ce propos l'hypothèse contrastée d'un modèle ouest-européen avec une plus forte participation et un moindre soutien à l'Europe alors que ce serait l'inverse chez les nouveaux membres. En réalité, la faible participation est caractéristique de la plupart des consultations électorales dans les pays du Centre-Est européen. Ils rejoignent là aussi une tendance bien établie au sein de l'Union. La participation au référendum a sans doute aussi souffert d'un excès de consensus parmi les élites politiques. En Pologne, du président Kwasniewski au Pape, de Lech Walesa au général Jaruzelski, tous appelèrent à voter « oui ». Même les europhobes notoires que sont Vladimír Meciar, le leader nationaliste slovaque ou le parti du président Václav Klaus en République tchèque n'osèrent pas s'opposer<sup>[15]</sup>. Pas d'alternative crédible à l'Europe si l'on n'a pas la richesse bancaire de la Suisse ou celle pétrolière de la Norvège !

Les résultats des référendums sur l'adhésion montrent qu'il n'y a pas eu de vote sanction contre les gouvernements en place (celui de Leszek Miller en Pologne jouissait d'à peine 10 % de confiance dans les sondages). Personne ne voulait, pour des raisons de politique intérieure, prendre la responsabilité de faire échouer ce « rendez-vous avec l'Histoire ». Mais au-delà du référendum, le processus d'intégration dans l'UE a révélé au cours de la dernière décennie la

construction d'un enjeu européen et le primat d'un clivage européen sur les clivages partisans ou droite/gauche. Ainsi, après la disparition de Solidarité et de l'Union pour la liberté de la scène politique polonaise, c'est la coalition au pouvoir autour du Parti de la gauche démocratique (ex-communiste) qui incarnait la priorité de l'orientation vers l'UE face à la montée de courants populistes (le mouvement Autodéfense d'Andrzej Lepper) ou nationalistes conservateurs (La ligue des familles polonaises). En Roumanie, la coalition de droite, disparue de la représentation parlementaire aux dernières élections, appelait à voter aux présidentielles de 2002 pour l'ex-communiste Iliescu (opposé à l'ultranationaliste Vădim Tudor) pour ne pas compromettre les chances européennes de la Roumanie. En République tchèque la coalition au pouvoir depuis juin 2002 avec une seule voix de majorité est composée de sociaux-démocrates, de chrétiens-démocrates et de libéraux et n'a pour seul dénominateur commun que la priorité de l'entrée dans l'UE face à une opposition anti-européenne de la droite conservatrice (ODS) et du parti communiste (KSCM). La Slovaquie a reconduit en septembre 2002 la coalition « européenne » qui avait permis de renverser le régime national-populiste de Vladimír Mečiar. Il reste à voir si ces coalitions pro-européennes survivront à l'entrée dans l'UE.

Les référendums sur l'adhésion ont aussi montré la faible pertinence des clivages traditionnels pour la sociologie électorale (stratification sociale, âge, « gagnants/perdants » de la transition, etc.). Les catégories plus âgées ont voté « pour l'avenir de leurs enfants » alors que les jeunes, présumés plus favorables à l'Europe, se sont souvent abstenus. Et les perdants de la transition ont souvent voté pour l'Europe en espérant une amélioration à terme.

Contrairement à une idée répandue, les attentes des candidats sont plus politiques tandis que les craintes sont plus économiques<sup>[16]</sup>. Parmi les craintes vis-à-vis de l'Europe on note certaines convergences avec les pays membres et quelques spécificités des nouveaux membres. Selon les enquêtes réalisées dans les dix nouveaux membres, les questions spécifiquement liées à l'entrée dans l'UE viennent loin derrière les inquiétudes concernant le chômage (56 %), la sécurité et la montée de la criminalité<sup>[17]</sup>. Il semble, comme chez les Quinze, que ces thèmes ne sont pas perçus comme des sujets « européens ». Autre idée reçue : les citoyens des nouveaux pays membres ne craindraient pas pour leur identité nationale comme

aient à le suggérer certains hommes politiques. Les craintes plus directement liées à l'entrée dans l'UE concernent l'augmentation du coût de la vie, des prix des denrées alimentaires, de la TVA et surtout la peur de la concurrence et de la capacité d'adaptation. Il existe aussi des craintes sectorielles (milieu rural polonais) ou réservées à certains pays (la peur de l'influence de l'Allemagne et du retour de contentieux liés à la fin de la guerre en République tchèque et en Pologne).

En fait, la crainte sans doute la plus préoccupante et la plus largement partagée est celle d'entrer dans l'Union européenne en tant que citoyens de seconde classe. C'est ce que pensent la majorité des Tchèques, des Slovaques et des Polonais. Le déséquilibre de puissance économique, les termes de l'adhésion plus souvent imposés que négociés et certains propos politiques ont contribué à créer une perception qui s'est sans doute renforcée au cours de la période qui a immédiatement précédé l'adhésion. En Pologne, la proportion de ceux qui pensaient que l'adhésion apporterait un avantage comparable à l'UE et à la Pologne est passée de 46 % en 1996 à 19 % en 2002<sup>[18]</sup>. Cela explique peut-être la stratégie de marchandage adoptée par le Premier ministre polonais au sommet de Copenhague en décembre 2002.

### **Tableau 2 - Perception du futur statut des nouveaux membres**

(en %)

	République tchèque	Hongrie	Pologne	Slovaquie
Membres à part entière	23	31	25	26
Membres de deuxième catégorie par rapport aux membres actuels	52	41	57	55
NSPP	25	28	18	19

Sources : étude menée par l'Institut d'affaires publiques de Varsovie, l'Institut d'affaires publiques de Bratislava, l'Institut d'économie de l'Académie des sciences hongroise et le Gabal Analysis and Consulting de Prague, Varsovie, Ed. Instytut Spraw Publicznych, février 2002.

Même si le « moment référendaire » a dépassé les clivages sociopolitiques traditionnels, la plupart des enquêtes menées dans la dernière décennie tendent à confirmer qu'il existe une assez forte corrélation entre l'âge, le lieu de résidence, le niveau d'éducation et l'attitude favorable envers l'intégration et, particulièrement, l'attente de figurer parmi les bénéficiaires de l'adhésion. Les retraités, les